

MINISTERE DE LA SANTE
ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

CABINET

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

036

ARRETE N°2022-_____/MSHP/CAB
portant autorisation d'ouverture et
d'exploitation d'un Cabinet de soins
infirmiers

LE MINISTRE DE LA SANTE ET
DE L'HYGIENE PUBLIQUE



- Vu la Constitution ;
Vu la Charte de la Transition du 1^{er} Mars 2022 ;
Vu le décret n°2022-041/PRES du 03 mars 2022 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n°2022-053/PRES/PM du 05 mars 2022 portant composition du Gouvernement ;
Vu le décret n°2022-0026/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 31 mars 2022 portant attributions des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2018-0093/PRES/PM/MS du 15 février 2018 portant organisation du Ministère de la santé ;
Vu la loi n°23/94/ADP du 19 mai 1994 portant code de la Santé publique ;
Vu la loi n°034/98/AN du 18 mai 1998 portant loi hospitalière ;
Vu le décret n°2005-398/PRES/PM/MS du 19 juillet 2005 portant conditions d'exercice privé des professions de santé ;
Vu le dossier de demande de l'intéressée ;
Sur avis de la Commission d'examen des demandes d'autorisation de création, d'ouverture, d'extension, de transformation, de cession, de transfert et de fermeture des établissements sanitaires en sa session du 29 juin 2021.

ARRETE

Article 1 : Madame KAM/KAFANDO Madeleine, Sage-Femme d'Etat, bénéficiaire de l'arrêté N°2020-281/MS/CAB du 19 août 2020, portant autorisation de création d'une Clinique privée d'accouchement au secteur 24, Parcelle 13, Lot 25, Section BH, arrondissement 04 de la commune de Bobo-Dioulasso, province du Houet est autorisé à ouvrir et exploiter ledit centre.

Article 2 : Madame KAM/KAFANDO Madeleine doit se conformer aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière d'exploitation d'établissements sanitaires privés au Burkina Faso, notamment :

- respecter la politique nationale de santé ;
- assurer la tenue personnelle de l'établissement ;
- limiter son activité aux actes autorisés pour les Cabinet de soins infirmiers ;
- respecter la tarification en vigueur pour les actes autorisés.

Article 3 : Madame KAM/KAFANDO Madeleine fournira des rapports mensuels d'activités et des rapports hebdomadaires sur les maladies à déclaration obligatoire à la Direction régionale de la santé des Hauts Bassins.

Article 4 : L'ouverture et l'exploitation de la Clinique privée d'accouchement ne deviendront effectives qu'après :

- L'inspection des locaux et des équipements par l'Inspection technique des services de santé ;
- La libération de tout le personnel employé par le Cabinet de soins infirmiers de toute astreinte du service public.

Article 5 : Le délai d'ouverture du **Clinique privée d'accouchement** au public est fixé à un (01) an, pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 6 : Toute demande de cession, d'extension, de transformation, de transfert du **Clinique privée d'accouchement** d'une localité à une autre, ou d'un site à un autre à l'intérieur d'une même localité est subordonnée à une autorisation du Ministre chargé de la santé.

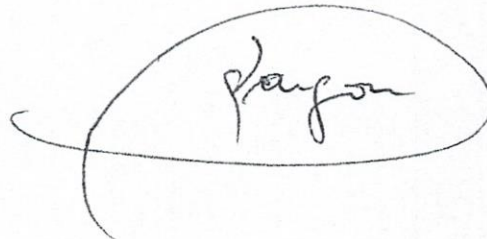
Article 7 : L'Inspecteur général des services de santé, le Secrétaire général du Ministère de la santé et de l'hygiène publique, le Gouverneur de la région des Hauts Bassins, le Maire de la commune de Bobo-Dioulasso, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ampliations :

- 1- Original
- 1- Présidence du Faso
- 1- Primature
- 1-Tous Ministères
- 1- SGG.CM
- 1- ITSS
- 1- SG/ M.Sté
- 1-Toutes Directions Centrales M.Sté
- 1- Impôts
- 1- Chambre de commerce
- 1- Gouvernorat/ des Hauts Bassins
- 1- DRS/ des Hauts Bassins
- 2- Commune de Bobo-Dioulasso
- 2- Intéressée
- 1- J.O
- 1- Archives / chrono

Ouagadougou, le 20 AVR 2022



Dr Robert Lucien Jean-Claude KARGOUGOU
Chevalier de l'Ordre National